



Mes amis, bonjour et merci

Merci d'être venus, et d'être venus nombreux pour dénoncer la colonisation de la Palestine.

Mais en dehors des crises, nous ne sommes pas si nombreux. Et quand la crise sera passée, et que la colonisations continuera de façon rampante, que l'apartheid rongera à nouveau à petit feu les espoirs du peuple Palestinien dans une vie normale, que le suprémacisme aura à nouveau libre cours, serons nous toujours aussi nombreux.

Je vous appelle aujourd'hui à vous engager sur la durée, car au quotidien, tout près de nous, le colonialisme qui opprime les Palestiniens est bien présent. Il a ses racines ici, en Europe, comme tous les colonialismes. Mais son originalité est de perdurer, sous l'action souvent honteuse et dissimulée de nos dirigeants, parfois bien plus ouvertement.

Je vais vous en donner des exemples qui sont autant de pistes pour l'action ici, maintenant et pour les temps à venir. Action accessible à chacun de nous, chacun à sa façon.

Premier exemple, la présence de produits des colonies israélienne sur les étals de nos magasins et sur des sites de vente en ligne. L'Union Européenne, dans une posture de la plus grande hypocrisie, autorise l'importation de ces biens pourtant produits illégalement et volés aux Palestiniens.

Pour agir, ne les achetez pas, signalez nous ceux que vous observez, renseignez-vous auprès de nous sur d'autres actions plus spécifiques que nous organisons. Vous pourrez aussi contribuer à un référendum Européen pour leur interdiction : nous venons de gagner une première manche judiciaire contre la Commission Européenne qui s'y opposait. Il faudra voter, et voter en nombre !

Deuxième exemple. Les subventions versées par l'Union Européenne à des sociétés israéliennes. Elle a versé des centaines de milliers d'Euros à des sociétés qui participent directement à la colonisation. Par exemple la société Motorola Israël a reçu près d'un million d'Euros alors qu'elle fabrique des dispositifs de surveillance des Palestiniens et des équipements pour la protection des colonies illégales. Ces subventions sont financées avec nos impôts. Nous sommes donc tout à fait fondés à interpeller les élus français et européens sur l'usage qu'ils font de notre argent. Surtout quand ils le mettent au service d'une entreprise de colonisation.

Nous pouvons vous fournir des modèles de lettre et les coordonnées des élus. Vous pouvez aussi les interpeller sur les réseaux sociaux.

Troisième exemple, l'incroyable tolérance de la France envers les colons. La colonisation est un crime contre l'humanité. Mais aujourd'hui un citoyen français peut librement s'adonner à des actes de colonisation, sans aucun risque d'être poursuivi ! On trouve sur internet des associations qui appellent à faire des dons, déductibles fiscalement, pour aider des colons et l'armée d'occupation israélienne. Ces associations ne font l'objet d'aucune mesure d'interdiction, ni d'une remise en cause de l'utilisation abusive des avantages fiscaux existants en France. Et alors qu'un Palestinien résidant en Palestine a besoin d'un visa pour venir en France, un Israélien habitant en les Territoires

Palestiniens Occupés, c'est-à-dire un colon, circule librement chez nous, sans visa. Et c'est aussi le cas des 12 000 colons qui ont la double nationalité franco-israélienne, qui conservent leur droit de vote en France et qui font élire un représentant du Likoud à l'Assemblée Nationale française.

Ce sont des informations que vous pouvez faire circuler et dont vous pouvez saisir vos élus à chaque occasion. À chaque occasion, rappelons à nos dirigeants qu'avant de nous enjoindre de « ne pas importer le conflit » ils seraient bien avisés de mettre fin à l'exportation de colons et à leurs aides à l'État colonisateur.

Quatrième exemple, ici même à Strasbourg. L'ONU a dressé une liste noire de 112 entreprises fortement impliquée dans la colonisation. J'ai déjà parlé de Motorola. Il y a aussi une entreprise française qui s'appelle Egis Rail, et qui est sur la liste pour sa participation à la construction du Tramway des colonies, à Jérusalem. Or Egis Rail est un fournisseur de la CTS. Nous avons demandé à rencontrer la direction de la CTS pour évoquer ce sujet. Sans réponse à ce jour. Nous serons donc si nécessaire amenés à engager des actions publiques et collectives pour que notre interpellation soit prise en considération. Restez attentifs aux appels que nous pourrions lancer. Mes amis, nous n'admettrons pas que la CTS et l'Eurométropole fassent des affaires comme si de rien n'était avec une entreprise figurant sur la liste noire de l'ONU !

Cinquième exemple, toujours à Strasbourg. Notre ville est jumelée avec une ville israélienne. Nous n'y sommes pas opposés, d'une part parce que tous les israéliens ne sont pas individuellement responsables de ce que font leurs dirigeants, même s'ils ont une responsabilité collective dans la mise en place du régime politique qui prévaut chez eux. D'autre part nous sommes pour le dialogue, y compris avec nos adversaires. Nous demandons à la Ville de Strasbourg d'être particulièrement attentive à ce que la municipalité de Ramat Gan fait, ou ne fait pas, en matière de mesures visant à assurer l'égalité des droits de tous ses habitants, quelle que soit leur appartenance. Cette exigence doit être rappelée à chaque occasion. Quand on voit en Israël des villes qui refusent d'organiser des transports scolaires pour les populations non-juives, cette question n'a rien de théorique.

Les dirigeants de la France et de l'Europe soutiennent la colonisation. Historiquement nous en sommes le creuset. Nous n'avons pas de passé colonial, notre colonialisme est une actualité brûlante et sanglante. Il met nos libertés en danger, comme vient de le rappeler l'arrestation de Bernard Heilbronn président de mon association. Tombé dans une souricière lors d'un rendez-vous au ministère des Affaires Étrangères, il a été illégalement menotté, en violation du code de Procédure Pénale. Nous ne l'oublierons pas, mais cela ne fait que renforcer notre détermination, tant ce pouvoir ne se différencie plus de ce que nous promet l'extrême droite.

Pour terminer, je souhaite que nous prenions l'engagement de rester mobilisés, pendant cette crise qui appellera sans doute hélas d'autres manifestations. Mais aussi sur la durée. Relayons les appels des associations. Inscrivons nous à leur newsletters, suivons les sur les réseaux sociaux, apportons leur un peu de notre temps, de nos talents et activons nos réseaux. Agissons guidés non pas par la haine et la vengeance, mais pour le Droit. Ne tolérons pas plus longtemps que les Palestiniens restent privés de leurs droits.

Merci